



## Investir pour sécuriser l'approvisionnement au lieu de financer la guerre

**Dans le contexte de l'attaque militaire russe contre l'Ukraine, la Suisse doit réduire sa dépendance envers le gaz russe. À cet effet, le plus sûr est de réduire la consommation de gaz en Suisse.**

Ce projet de six pages est composé des dimensions suivantes :

- **Objectif** : réduire rapidement de 20 % la consommation de gaz en Suisse. Une grande partie de cet objectif peut être atteint en un an. **P.1**
- **Chiffres** : Données quantitatives sur l'utilisation et les prix du gaz. **P.2**
- **Stratégie** : Quelle est la meilleure façon de réduire structurellement la consommation de gaz ? **P.3**
- **Mesures** : Quelles mesures concrètes peuvent être prises temporairement et structurellement ? **P.4**
- **Au-delà du gaz** : Quelles sont les mesures envisageables en dehors du gaz ? **S.6**

# 1. Objectifs : réduire de 20% la consommation de gaz en une année

Notre plan « Investir pour sécuriser l’approvisionnement au lieu de financer la guerre » vise à réduire très rapidement de 20% la consommation de gaz en Suisse. Nous poursuivons cet objectif pour deux raisons principales.

Premièrement, la guerre en Ukraine impose de baisser la consommation de gaz pour réduire les importations de Russie et réduire le financement du régime de Vladimir Poutine. De plus, il s’agit d’être prêt au cas où l’Union européenne déciderait d’un boycott partiel ou total du gaz russe. La Suisse devrait y participer de toute manière : d’une part parce que la Suisse doit participer pleinement aux efforts européens pour contrer la guerre, d’autre part parce qu’il est impossible d’importer du gaz en Suisse sans passer par l’UE. En revanche, un boycott suisse unilatéral du gaz russe n’aurait aucun impact.

Deuxièmement la dépendance au gaz constitue une importante vulnérabilité de la Suisse sur le plan de l’approvisionnement énergétique. Même en l’absence de boycott, le risque d’une rupture d’approvisionnement depuis la Russie existe :

- Le régime russe pourrait interrompre volontairement exportations ;
- Il existe un risque important de destruction des gazoducs par une action militaire volontaire ou accidentelle.

**Pour ces raisons, nous proposons de mettre immédiatement en œuvre un plan permettant de réduire de plus de 20% la dépendance structurelle de la Suisse au gaz, pour l’essentiel dans un laps de temps d’une année.**

**Comme le gaz russe représente environ 45% du gaz consommé en Suisse, la réduction que nous proposons représente une réduction de moitié de la dépendance au gaz russe.**

Cet objectif n’est pas facile à atteindre aussi rapidement, mais nous n’avons guère le choix. La difficulté peut cependant être relativisée : le gaz représente 15% de l’énergie consommée en Suisse. Ainsi, la réduction d’un cinquième que nous proposons pour le gaz ne représente qu’une baisse de 3% de l’ensemble de l’énergie (1/5 de 15%). **Avec un minimum de détermination, cet objectif est atteignable.**

À noter que si l’Europe, dont la dépendance au gaz russe est similaire à celle de la Suisse, parvient comme elle l’envisage à atteindre une réduction du même ordre et à diversifier ses approvisionnements, les importations de Russie pourraient rapidement ne représenter plus qu’une petite fraction de ce qu’elles étaient avant la guerre.

Dans la mesure où elle est structurelle, cette réduction est de toute manière bienvenue sur le plan climatique.

Notre plan se compose de 6 mesures structurelles, auquel peuvent s’ajouter des mesures momentanées permettant de réduire temporairement de 10% environ la consommation.

## 2. Chiffres : données quantitatives sur l'utilisation et le prix du gaz

### a. Comment le gaz est-il utilisé en Suisse ?

En Suisse, on dénombre plus de 300'000 bâtiments chauffés au gaz, qui comportent 900'000 appartements. Cela représente environ 20% du parc d'habitation.

Sur la base des différentes analyses disponibles, on peut estimer que deux tiers du gaz utilisés servent à chauffer les bâtiments et à produire de l'eau chaude sanitaire (habitations, commerces et services).

Consommation (TWh/an)	2018	2019	2020
Gaz pour eau chaude sanitaire	3,4	3,4	3,5
Chauffage (tout type de bâtiments)	18,1	18,9	18,0
Via chauff. à dist. (estimation)	1,1	1,2	1,2
<b>Sous-total gaz bâtiment</b>	<b>22,6</b>	<b>23,6</b>	<b>22,7</b>
Total gaz en Suisse	33,2	34,0	33,1

Techniquement, il est très facile de substituer cette chaleur du gaz par d'autres sources renouvelables (bois, géothermie profonde, chaleur solaire, chaleur de récupération) ou par une pompe à chaleur qui valorise la chaleur de l'environnement en la concentrant dans le bâtiment.

Le dernier tiers du gaz est utilisé dans des processus industriels pour produire de la chaleur, majoritairement à haute température (>400°). Dès qu'il s'agit de haute température, au-delà de 200 ou 300 degrés notamment dans la métallurgie, il faut soit du gaz, qui peut être d'origine renouvelable, soit de l'électricité, dans la même quantité que le gaz. Pour les processus industriels, il est donc plus difficile, bien que pas impossible, de se passer du gaz.

À noter qu'un quart du gaz (9 TWh) est consommé dans des installations capables d'utiliser aussi du mazout en cas de pénurie de gaz (installations dites « bicom bustibles »). Ces installations doivent disposer d'un stock de sécurité de mazout.

### b. Quelques considérations sur les prix

Le prix de gros du gaz s'est établi à 2 ct le KWh pendant des années. Il a commencé à augmenter pendant l'hiver 2021/22 déjà et semble aujourd'hui s'établir entre 4 et 6 ct, voire plus. Toutes taxes comprises, le prix final du gaz pour le consommateur s'établissait en 2021 aux alentours de 8 à 11 ct par KWh (=prix franco-domicile TTC, avec marge, réseau, taxe CO<sub>2</sub>, TVA).

Le mazout avait en 2021 un prix au KWh aux alentours de 8 à 10 ct franco-domicile TTC. En raison de la forte hausse des prix du pétrole, il s'approche actuellement de 16 ct.

## 3. Stratégie

L'axe principal que nous proposons consiste à réduire structurellement la consommation de gaz. La réduction temporaire de l'usage du gaz en le substituant avec du mazout ou en

influençant les comportements peut entrer en ligne de compte, mais il ne s'agit pas d'une solution très durable, spécialement sous l'angle climatique.

Nous proposons donc d'agir massivement sur le domaine de la chaleur dans les bâtiments, avec un axe principal de remplacement des chauffages, et des axes secondaires tels que l'isolation de bâtiments chauffés au gaz et ou le remplacement de grandes chaudières à gaz (bâtiment de services, chauffage à distance).

En outre, nous proposons, à une échelle plus modeste, d'agir sur la consommation dans l'industrie, et d'encourager les premiers projets de fabrication de gaz de synthèse avec des surplus estivaux d'électricité renouvelables.

## 4. Mesures concrètes

### a. Mesures structurelles

Mesure	Coût total pour la Confédération, cumulé sur les années	Économie directe de gaz
<p><b>Mesure 1 : remplacer en 1 an 1/3 des chauffages à gaz dans le secteur du logement.</b></p> <p>Adoption d'un programme de remplacement de 100'000 chauffages à gaz dans des maisons individuelles par une source non-fossile (fr. 12'000 par bâtiment, + fr. 3000.- par logement dès le 2<sup>ème</sup> logement).</p> <p>Par droit d'urgence, le Conseil fédéral devra prévoir une procédure d'autorisation simplifiée dans les cantons : 1 guichet, 1 formulaire, délai de 2 mois.</p>	<p><b>1,5 milliard</b> (En admettant qu'il y a en moyenne 2 appartements par bâtiment concerné.)</p>	<p><b>4 TWh</b> Impact climatique très positif, même si une petite partie du gaz économisé devait être utilisée pour produire de l'électricité en hiver.</p>
<p><b>Mesure 2 : isoler des bâtiments mal isolés dont le chauffage à gaz a été remplacé il y a moins de 10 ans.</b></p> <p>Durée du programme : 3 ans. Fr. 10'000.- par logement, soit fr. 80'000 pour un bâtiment de 8</p>	<p><b>1 milliard</b> Si 100'000 logements concernés (12% des logement chauffés au gaz).</p>	<p><b>1 TWh</b> Impact climatique très positif. Investissement utile aussi à long terme dans a perspective de remplacement du chauffage (consommation</p>

<p>logements, soit une solution très attractive pour les bâtiments locatifs.</p> <p>Exigence pour être éligible : baisse de 1/3 au moins de la consommation.</p> <p>Également procédure simplifiée par droit d'urgence.</p>		<p>abaissée = remplacement ultérieur de la source de chaleur moins cher et moins compliqué).</p>
<p><b>Mesures 3 : programme de remplacement des chauffages à gaz dans les bâtiments de service.</b></p> <p>Système forfaitaire : aide à l'investissement représentant 3x la facture de gaz des années 2019 et 2020.</p> <p>Spécialement attractif pour les « passoires énergétiques ».</p> <p>Avantage : gros effet quantitatif sur le gaz.</p> <p>Inconvénient : potentiel gaspillage de la nouvelle source d'énergie tant que l'enveloppe n'a pas été améliorée (cela implique que ces bâtiments devront ultérieurement être isolés).</p>	<p><b>210 millions</b></p> <p>Si prix moyen payé en 2019 et 2020 de 7 ct par kWh.</p> <p>Et 1 TWh concerné de consommé par an = 70 millions par an de facture.</p>	<p><b>1 TWh</b></p> <p>Impact climatique très positif.</p>
<p><b>Mesures 4 : élimination de la moitié des chaudières à gaz dans les chauffages à distance (CAD).</b></p> <p>Système forfaitaire : 20 ct d'aide unique à l'investissement par kWh de consommation annuelle moyenne de gaz par les chaudières de CAD au cours des 5 dernières années.</p> <p>À remplacer principalement par des chaudières à bois (le gaz est utilisé en appoint au cœur de l'hiver).</p>	<p><b>100 millions</b></p>	<p><b>0,5 TWh</b></p>
<p><b>Mesure 5 : basse température dans l'industrie.</b></p>	<p><b>200 millions</b></p>	<p><b>1 TWh</b></p>

<p>L'énergie des processus industriels à basse température (&lt; 100°) représente ¼ de l'énergie de l'industrie (soit actuellement 2 à 3 TWh).</p> <p>Programme solaire thermique : 20 ct d'aide unique à l'investissement par KWh de gaz évité chaque année.</p>		
<p><b>Mesure 6 : hydrogène pour l'industrie.</b></p> <p>Programme pilote « Power-to-gaz » et stockage d'hydrogène pour l'hiver, à base des surplus l'électricité renouvelable. Le « power-to-gaz » consiste à convertir de l'électricité en gaz renouvelable (en général de l'hydrogène).</p> <p>Exemption du timbre réseau.</p>	<p><b>100 millions</b></p> <p>Par appel à projet.</p>	<p>Non quantifiable à ce stade.</p>
<p><b>Total</b></p>	<p><b>3,11 milliards</b></p> <p>(Total cumulé sur 2-3 ans)</p>	<p><b>7,5 TWh</b></p> <p>(Récurrent chaque année)</p> <p><b>Soit une réduction structurelle définitive de 22% de la consommation de gaz.</b></p>

### b. Mesures momentanées

Il s'agit de mesures qui peuvent être prises en cas de problème d'approvisionnement en gaz. Ces mesures n'ont cependant aucun effet structurel.

<p><b>Mesure A : appel à économiser l'énergie</b></p> <p>Appel à baisser la température dans les bâtiments chauffés au gaz.</p> <p>(-1° = -7% de consommation)</p>	<p>3 millions, pour la communication.</p>	<p>≈0,7 TWh</p> <p>Si le périmètre concerné est de 20 TWh, et que la moitié des consommateurs baisse de 1°</p>
<p><b>Mesure B :</b></p> <p>En cas d'urgence, passage au fuel des installations bicom bustibles (décembre 2022 à mars 2023)</p> <p>Ce plan est déjà prévu par le droit fédéral.</p>	<p>Ordre, coût zéro pour la Confédération (avec surcoût probable à charge des usagers, à moins que le prix du gaz n'explose lui aussi). Hypothèse = 1/ 3 du potentiel annuel</p>	<p>≈3 TWh</p> <p>(pas d'effet structurel, uniquement, conjoncturel). Sur le périmètre concerné : environ 25% d'émissions de CO<sub>2</sub> en plus.</p>

<b>Mesure C :</b> Combustion de bois dans les usines d'incinération des déchets/stockage d'ordures pendant l'été pour combustion l'hivers prochain.	30 millions (ordre de grandeur)	$\approx 0,3$ TWh
<b>Total</b>		$\approx 4$ TWh = <b>réduction temporaire de 12% par an, concentrée sur l'hiver, critique.</b>

## 5. Mesures hors du domaine du gaz

- Soutien accru à la production d'électricité renouvelable, en particulier en hiver.
- Accélération du remplacement des chauffages électriques directs (2,5 TWh d'électricité consommés en hiver, avec une puissance consommée qui croît au prorata de la baisse de la température extérieure) : grande inefficacité, vulnérabilité, importation d'électricité fossile gazière (= Russie) ou charbonnière (particulièrement nuisible au climat).